Le pouvoir dans l'espace. Les représentations de l'identité révolutionnaire à Nice

Jean-Baptiste Pisano

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/106>

DOI : 10.4000/cdlm.106

ISSN : 1773-0201

Éditeur

Centre de la Méditerranée moderne et contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 15 juin 2003

Pagination : 37-50

ISSN : 0395-9317

Référence électronique

Jean-Baptiste Pisano, « Le pouvoir dans l'espace. Les représentations de l'identité révolutionnaire à Nice », *Cahiers de la Méditerranée* [En ligne], 66 | 2003, mis en ligne le 25 juillet 2005, consulté le 08 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/106> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/cdlm.106>

Ce document a été généré automatiquement le 8 septembre 2020.

© Tous droits réservés

Le pouvoir dans l'espace. Les représentations de l'identité révolutionnaire à Nice

Jean-Baptiste Pisano

Vouloir appeler son enfant Tanguy ou Joëlle, c'est
vouloir lui offrir un monde médiocre et un
horizon déjà fermé. Moi, je veux que mon bébé ait
l'infini à sa portée. Je veux que mon enfant ne se
sente limité par rien. Je veux que son prénom lui
suggère un destin hors norme.

Amélie Nothomb, *Robert des noms propres*

- 1 Le XVIII^e siècle à Nice est marqué par deux évolutions contradictoires. Alors que la municipalité tend à perdre de son pouvoir, du fait de la concurrence de l'intendant¹ produit de la législation centralisatrice du souverain, la cité connaît un développement important. D'une part, le Code Victorien de 1723, les édits de 1733 et 1738, les Lois et Constitutions de 1770, textes fusionnés dans le Règlement général pour l'administration des villes et communautés du Comté de Nice de 1775, renforcèrent la centralisation dont l'intendant général du comté était la figure de proue². D'autre part, la monarchie piémontaise s'efforçait dans le même temps d'insuffler un nouveau dynamisme dans le développement urbain d'une ville, qui gagnait hors les murs³, au travers de la réalisation de la Place Victor⁴, du percement du Port avec l'aménagement de la route menant à Turin, et du développement de la Villa Nova à l'ouest.
- 2 L'entrée des troupes françaises le 29 septembre 1792, sous le commandement du général d'Anselme ouvre une période singulière de la dynamique institutionnelle⁵ et spatiale. Car elle implique la modification des anciennes pratiques de contrôle et de gestion du territoire⁶. Mais surtout parce qu'elle pose alors, aux nouveaux maîtres partagés entre les notions divergentes invoquées de libération ou de revendication d'une conquête⁷, la question de l'appropriation de l'espace.

- 3 La promenade militaire achevée sans combat, laisse en fait la seule frange littorale véritablement sous contrôle⁵ et les questions de délimitation tout en ayant une acuité particulière, se trouvent concurrencées par les problèmes prosaïques de la nécessaire administration. Ainsi peuvent être comprises ces mesures de circonstances qui établissent une simple continuité dans la gestion du territoire. Dans leur rapport à la Convention Nationale les commissaires Grégoire et Jagot écrivent :
 « Comme il importait à l'intérêt national, aux administrés et aux justiciables de ne pas laisser de lacunes dans l'activité d'un gouvernement, au nom de la Convention Nationale, nous conservâmes provisoirement les autorités locales »⁶.
- 4 Dans les esprits néanmoins, l'essentiel est ailleurs. Et les textes officiels relatifs à la question du rattachement en témoignent. Ainsi le Procès Verbal de la Convention Nationale du 4 février 1793 emporte que le territoire du nouveau département des Alpes Maritimes reprend les limites du ci-devant comté de Nice⁷.
- 5 Par cette disposition prise dès l'origine, nous sommes à même de prendre en compte la dimension temporelle de l'identité spatiale.
- 6 La volonté idéologique de nommer un nouvel espace s'accorde avec le pragmatisme qui incite à changer les noms sans changer les choses⁸. Se correspondent par là une logique de régénération propre au discours révolutionnaire⁹, et une de consécration de la prise de possession du territoire par une puissance conquérante.
- 7 Ce pragmatisme se fait jour dans la dénomination différente relative à un ensemble territorial préexistant, conservé dans ses limites antérieures. Nous devons ainsi être attentif à l'idée d'une dialectique liée au changement comme passage d'un terme à l'autre, qui s'apprécie à la marge. C'est à dire que nous sommes moins appliqué à la notion d'identité¹⁰ comme principe explicatif - l'identité de l'identité en somme - qu'à la différence qui pose l'altérité comme fond irréductible où se joue les rapports du même et de l'autre.
- 8 L'affirmation d'une identité nouvelle sert en outre de justification. Dans le cas d'une armée supposée défendre les frontières de la nation, la conquête requiert d'être justifiée par la libération et le rattachement d'un peuple, considéré comme son émanation¹¹, à la France.
- 9 Au moment où prévaut encore une vision défensive de la nation assiégée, requérant la défense de ses frontières, la tentative de définition identitaire participe à la matérialisation, au sein de l'espace public¹², du discours de la Grande Nation¹³.
- 10 L'identité spatiale n'est donc pas réflexion métaphysique de l'éternel. Elle renvoie la question de l'Histoire à une réflexion sur les formations historiques et les interprétations qui lui sont associées. Notre intérêt porte sur une recherche des conditions de réceptivité du visible et de spontanéité de l'énonçable. Il oblige à définir l'origine, comme le même¹⁴, et s'attache à suivre au gré du processus de différenciation l'identité comme objet d'une représentation inédite.
- I
- 11 Si la division interne du territoire des Alpes-Maritimes respecte aussi les structures administratives d'autrefois, apparaissent cependant, les termes nouveaux de département, canton, district ou arrondissement et les subdivisions voient leurs appellations changées.

- 12 Ce n'est pas sans conséquence à l'échelle de l'espace urbain, où la définition de l'unité cantonale aboutit à une réorganisation de l'espace administratif¹² qui permet d'agréger à la ville à la fois ses faubourgs, et les agglomérations à proximité immédiate¹³.
- 13 Cette nouvelle entité administrative a vocation à se substituer à la paroisse. Le canton devient en terme politique le cadre des anciennes assemblées de communautés.
- 14 Dès le 12 février 1794 le territoire de la commune est divisé, conformément au décret des 22 et 23 novembre 1790¹⁴, en 12 sections elles-mêmes subdivisées en îles¹⁵. Au-delà de l'appréhension tangible des modifications politiques et sémantiques, l'accélération de l'insertion de la ville dans les structures de l'Etat révolutionnaire a une double traduction immédiate : au niveau de la définition spatiale de l'espace urbain lui-même et dans sa relation avec son "hinterland"¹⁶. Si sept sections recouvrent la zone urbaine stricto sensu, l'importance des sections hors des murs - cinq - accrédite l'idée de l'extension de la cité dans la proche campagne¹⁷.
- 15 Cette division récente, au delà du seul changement de vocables, induit une mutation du champ de l'expérience aussi bien au simple niveau topographique du rapport à l'espace qu'à celui psychologique de la perception du symbolique¹⁸. La triple transformation des frontières de l'urbain dans ce qui désormais relève de la superficie de la ville, des limites de la localité dans l'espace du comté niçois et de celle de cet ensemble par rapport à celui qui se constitue pour aboutir à l'entité récemment revendiquée de la nation, modifie sensiblement les éléments constitutifs du sentiment d'identité.
- 16 Ces découpages ne valent pas seulement par les regroupements opérés ou les démarcations établies. Ils sont par nature le lieu de pratiques qui se veulent en rupture. Ainsi dorénavant, dans la ville les assemblées primaires ne se réunissent plus simplement par corps mais par quartier. Cette situation novatrice se traduit par l'élargissement des logiques de choix et rend possible la modification du tableau social rigide qui était offert.
- 17 La prétention à l'échelon national d'une entreprise de modernisation par la réorganisation des découpages administratifs traditionnels, s'apparente en fait à une pratique visant à la modification des identités sociales, voire politiques¹⁹. La finalité est la lutte contre les éléments de la société de corps²⁰.
- 18 Est-ce à dire que cet espace peut être désormais disponible pour l'action politique d'un nouveau type de notable²¹ à même de faire circuler de façon efficiente les informations venues de l'extérieur ? Seule une étude dépassant le cadre figée de la position sociale ou de l'appartenance relationnelle pour s'attacher à l'appréhension des interrelations nous permettrait de l'affirmer. Reste que le dessein peut paraître évident²²...
- 19 Il semble surtout qu'en l'espèce la transformation de l'espace contribue à lui faire dire quelque chose des enjeux de la Révolution elle même. Et ce même si les déclarations d'intention ne sont pas toujours suivies d'effet. Parce qu'elles se télescopent là encore avec la nécessité pratique de l'instant. Constituer des cadres de fonctionnement administratif cohérents, sans désorganiser davantage une région éprouvée par les combats, épouse la volonté politique du temps révolutionnaire qui consiste, en ce lieu, en la matérialisation d'une nouvelle possession et la recherche d'une légitimité associée.
- 20 Dans ce but s'apprécie la recherche d'un fondement sacralisant qui permette conjointement d'établir en tout homme son humanité. La fixation de l'identité humaine

se fonde dans la relation privilégiée qui le lie désormais à l'universel : la patrie. Là se place la réalité sacrale, expression de l'unité collective.

- 21 En atteste l'adresse faite au ministre de l'intérieur le 7 nivôse an IV, par le commissaire exécutif du département :
- 22 «un peuple que ses intérêts, la position géographique de son territoire, son amour pour la liberté et jusqu'à son langage tenaient attachés à sa patrie plus qu'à ses anciens tyrans, dès que la Révolution a pu éclore »²¹.
- 23 La Révolution n'a en quelque sorte qu'à paraître, les Français seulement qu'à vouloir.
- 24 Maîtrise de l'espace, mutation des symboles, volonté affichée de régénération, l'appellation joue des deux attributs complémentaires de la distinction et de la cohésion, suscitant la conscience d'un patrimoine commun, susceptible d'établir un référent identitaire.
- 25 Le discours révolutionnaire puise dans sa rhétorique les éléments nécessaires à sa justification²². Et le toponyme constitue une première contribution à la maîtrise de l'espace désigné. D'autant qu'il participe, à la façon dont les représentations donnent corps à l'ordre politique et social²³, à la définition d'un espace public²⁴.

II

- 26 Une autre transformation de l'espace urbain a trait à la nomenclature des rues.
« Il n'était pas futile de donner aux rues et aux places des noms nouveaux (pour "qu'à chaque instant le peuple ait le nom d'une vertu dans la bouche et bientôt la morale dans le cœur") »²⁵.
- 27 Cette action initiée par le pouvoir révolutionnaire fait du choix d'appellations inédites l'enjeu d'une identité politique et sociale²⁶.
- 28 La Société Populaire y participe au premier chef; tendant par le contrôle auquel elle prétend, d'accréditer sa fonction idéologique. Elle émet à ce titre une motion dès le 7 septembre 1793 visant à :
« faire changer le nom des sections et des rues qui tiennent encore de l'Ancien Régime, de faire changer le nom des saints qu'elles portent encore actuellement et de les faire substituer par des noms républicains »²⁷.
- 29 Souci d'intégration à une culture politique en rupture, dans laquelle on tente de trouver des explications globales au destin substituables à l'action divine. Programme qui relève de l'esprit du temps. L'espace à ciel ouvert des rues et places de la ville offre un lieu d'accomplissement à un transfert sacré qui s'exprime au travers de valeurs nouvelles. Néanmoins, si le projet porte les signes du temps, il n'en révèle pas ses significations.
- 30 Une motion viendrait préciser par la suite que les noms à choisir ne devraient pas être des noms de personne. La lecture en sera faite lors de la séance du 22 octobre 1793. La proposition débattue au Conseil du 8 mai 1794 est adoptée le 26 du même mois²⁸.
- 31 Les dénominations retenues vont ainsi être des vertus ou des éléments assez consensuels du discours révolutionnaire, telle la liberté ou la justice. Elles illustrent le rôle de la volonté dans le politique. Le désir d'éliminer les noms de personnages, dates²⁹ et événements, incite à penser que la démarche est plus tournée vers la valeur pédagogique que celle strictement commémorative. Les hommes peuvent s'arracher à leur passé pour inventer et construire une société nouvelle³⁰.

- 32 Ainsi la Société Populaire fait part dès le 8 février 1793³² de son désir de donner le nom de Place de la Réunion à la Place du Gesù, où ses membres se retrouvent. Globalement, les notions choisies relèvent plutôt de l'ordre des valeurs générales que de celui des affirmations idéologiques³³. Et ce même si l'exemple de la Place de la République pourrait à priori sembler nous contredire. Dans ce lieu à la typicité symbolique des récentes places royales³⁴, où la manifestation de la gloire requiert de donner à voir allégoriquement l'histoire de leurs triomphes, il est indéniable qu'il s'agit avant tout de supplanter l'ancienne dénomination de Victor relative au souverain du lieu, le roi de Sardaigne.
- 33 Cependant la force de la représentation est telle qu'elle nous offre une vision par trop réductrice.
- 34 L'époque à laquelle la dénomination précédente disparaît nous oblige à reconsidérer la question avec prudence. En effet le changement ne procède pas de la refonte de la nomenclature des rues, mais renvoie en fait au moment de l'entrée des armées françaises. L'abbé Bonifacy avance la date du 30 septembre 1792³⁵.
- 35 Fait corroboré par la Société Populaire qui mentionne dans ses séances du 3 et du 6 octobre 1792 un premier changement d'appellation faisant de la Place Victor une Place de la liberté.
- 36 La dénomination de Place de la République relève de la volonté du maire de la cité. Le baron Giacobi³⁶ souhaitait en fait alors établir une république indépendante dont Nice aurait été la capitale.
- 37 Renommer un lieu est avant tout significatif d'une volonté de ré-appropriation de l'espace vécu pour le pouvoir qui désire s'y incarner. La mention ainsi établie ne se réfère plus à un signifié originaire dont la représentation conventionnelle ferait valoir une simple déformation féconde. La nouvelle dénomination s'entend en rapport de son caractère dynamique, révélant dans l'écart avec la précédente une différence qui puisse être comprise comme déplacement dans l'espace et le temps, comme activité productive de métamorphose.
- 38 L'inscription de valeurs propres, dans la pratique et le discours quotidiens que cette action nécessite, ne relève pas toujours de la seule démarche idéologique. Une dimension prosaïque du politique sourd de l'exemple de la Place de la République, dans la mesure en particulier où la prise en compte de la situation locale contribue en définitive à atténuer la radicalité du mode d'inscription du pouvoir révolutionnaire parisien dans l'espace local³⁸.
- 39 L'inscription du pouvoir dans l'espace public et les pratiques associées³⁹ induisent une métamorphose de la nature du rapport à cet espace. De ce point de vue Nice n'est pas qu'une simple conquête militaire. La tentative de définition d'une identité politique ne s'inscrivant pas dans une profondeur - l'histoire -, elle tend alors à trouver un champ d'expérience dans l'étendue qu'offre l'espace de l'ancien comté de Nice, le territoire de la ville, ou le groupe humain issu d'une certaine structuration sociale.
- 40 Ne pouvant jouer du double registre propre au discours qu'elle tend à développer traditionnellement, à savoir l'allégation d'un cadre historique et géographique, l'affirmation identitaire s'attache dès lors à déterminer une action en vue de produire des cadres de vie susceptibles de modifier les pratiques.

- 41 Nous sommes à même de mieux comprendre le souci particulier porté par les autorités révolutionnaires à Nice, au remplacement des assemblées de corps par les assemblées de quartiers⁴¹. L'action se complète au niveau de l'individu par l'instauration de repères inédits, censés traduire l'expression de valeurs nouvelles dont se flatte le discours révolutionnaire.
- 42 Ce discours⁴² et sa matérialisation participent en dernière instance à une logique de justification interne. En effet, en vertu des critères de la morale révolutionnaires, l'application de ses principes universels permet de faire d'une invasion une simple libération. Au pouvoir incombe dès lors d'assurer la matérialité de ces préceptes. Il n'en reste pas moins vrai que cette action s'inscrit volontairement dans le renforcement du pouvoir exercé en ce lieu, avant que de participer au développement de logiques subversives ou simplement démocratiques.
- 43 Le parti pris du recours aux éléments de représentation propre à assurer la définition d'une identité spatiale souligne la vacuité du projet politique. Cette formulation identitaire jouant du double registre de la continuité ininterrompue dans le changement et de la permanence dans le temps, aboutit en définitive à créer un ensemble des identifications acquises par lesquelles de l'autre entre dans la composition du même.
- 44 En ce sens le régime qui s'installe à Nice apparaît plus soucieux de créer un espace conforme à ses besoins immédiats qu'un *"espace conforme à ses principes"*⁴⁴.
- Conclusion
- 45 Toute identité nationale s'efforce de construire sa légitimité sur le récit de ses origines. Elle nécessite, surtout en des lieux où la communauté de destin n'est pas héritage d'appartenances anciennes à un espace politique commun, de se donner à voir dans une quotidienneté matérielle qui la rendrait plus immédiate.
- 46 Dignes héritiers d'une monarchie qui sut se construire pour partie au travers de sa langue⁴⁶, par l'intégration de nouveaux territoires⁴⁶, les révolutionnaires font de la maîtrise de l'espace niçois l'expression privilégiée de l'identité révolutionnaire. Son contrôle est protéiforme. Il n'est pas simplement frontières établies⁴⁷ et parades militaires. Sur le long terme surtout l'enjeu de la définition sémantique est mieux qu'un prétexte.
- 47 La dénomination de cet espace renvoie moins à une volonté de remémoration intentionnelle⁴⁷ qu'elle ne participe à la construction d'une forme nouvelle de perception et de représentation symbolique de l'urbain⁴⁸. Elle leur offre ainsi la possibilité d'exprimer une conscience d'appartenance à un projet politique singulier et novateur⁴⁸ plutôt que de repenser symboliquement le passé. En ce sens elle est l'occasion de refonder les identités politiques.
- 48 L'intention dépasse le cadre de la simple action sur le réel pour tenter d'établir une dialectique entre une appellation qui transcende l'individu pour exprimer l'ordre du monde⁴⁸ et l'adhésion des individus à un cadre – simplement différent par sa symbolique – pour défendre cet ordre.

NOTES

1. - L'absence d'Etats et de cours souveraines puissantes accroissait l'autorité du représentant direct du pouvoir central, l'intendant général du comté de Nice, dont la tutelle sur les communautés était beaucoup plus étendue que celle de ses homologues français, surtout dans les pays d'Etats comme le Languedoc et la Provence, dans M. Bordes, "Les institutions municipales de Nice", *Provence Historique*, n° 66, 1966.
2. - Voir l'étude de F. Hildesheimer, *Communauté d'habitants et tutelle administrative dans le comté de Nice sous l'Ancien Régime*, Paris, Beauchesne, 1985.
3. - L. Thevenon, *Édifices religieux et développement urbain à Nice, du Moyen Âge à l'Empire*, Université de Nice, Thèse, 1984.
4. - Actuelle Place Garibaldi. Cette place royale est mise en chantier au XVIIIe, sous la conduite d'Antonio Spinelli, l'architecte de la chapelle Sainte-Croix
5. - M. Geoffroy, *Recherches sur la mise en place des institutions françaises dans l'ancien comté de Nice (1790-1800)*, Thèse, Université de Nice, Faculté des Lettres et Sciences Humaines, 1973.
6. - La question de la souveraineté est l'occasion pour la Révolution d'innovations tant au niveau des motivations que des arguments. Une réflexion s'élabore autour de la question de légitimité qui, tout en se fondant à partir du concept de droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, mêle d'autres revendications qui sont les droits historiques.
7. - D'Anselme s'oppose sur cette question aux plus hautes instances du pouvoir révolutionnaire dans, A. J. Rance-Bourrey, "Réorganisation des autorités civiles de Nice en octobre 1792", *Nice Historique*, Academia Nissarda, 1911.
8. - J. Combet, *La Révolution à Nice (1792-1800)*, Serre, 1988.
9. - ADAM, série L, n° 10. Illustration de ce que Grégoire dénonce par ailleurs à la tribune de la Convention : « Il reste un intervalle énorme entre ce que nous sommes et ce que nous pourrions être. Hâtons-nous de combler cet intervalle ».
10. - ADAM, série L, n°1, PV de la Convention Nationale du 4 février 1793.
11. - J. L. Austin, *Quand dire c'est faire*, Paris, Seuil, 1970.
12. - Le discours politique de la Révolution française est fondateur de l'autorité révolutionnaire. Il devient le principal élément médiateur au sein de l'espace public. J. Guilhaumou relève : « C'est un présupposé, intermédiaire obligé entre sujets potentiellement libres, dans le réseau communicationnel de facture récente, dans lequel la sphère politique prend conscience d'elle même. », dans *La langue politique et la Révolution française. De l'événement à la raison linguistique*, Méridiens-Klincksieck, 1992.
13. - Un essai stimulant dans cette perspective ici délaissée dans, E. morin, *Méthode 5 : L'identité humaine*, Paris, Seuil, 2001.
14. - Cette problématique est amplement développée dans D. Schnapper, *La communauté des citoyens. Sur l'idée moderne de nation*, Paris, Gallimard, 1994. Elle est reprise du strict point de vue de la philosophie politique par A. Renaut, "Les deux logiques de l'idée de Nation", *Cahiers de philosophie politique et juridique*, n° 14, 1988, pp. 9-21.
15. - Cela se joue en premier lieu sur ce terrain, car il s'agit d'une scène publique, une scène d'apparition, où accèdent à la visibilité publique, aussi bien des acteurs, que des événements et des problèmes sociaux. A ce propos voir, A. Quéré, "L'espace public : de la théorie politique à la méta-théorie sociologique", *Quaderni*, n° 18, 1992.

16. - J. R. Suratteau, "La nation de 1789 à 1799. Sens, idéologie, évolution de l'emploi du mot", *Région, Nation, Europe : Unité et diversité des processus sociaux culturels de la Révolution française*, Actes du colloque international de Besançon, Paris, 1988, p. 687.
17. - En tant qu'opposé à l'identique, comme le revendique la philosophie d'Heidegger, dans *Écrits politiques*, Bibliothèque de philosophie, Paris, Gallimard, 1995.
18. - A Nice comme ailleurs, se met en place en parallèle une politique de désacralisation de l'espace urbain, dont les résultats ne sont pas toujours à la hauteur des espoirs suscités, notamment dans, B. Garnot, "Une désacralisation inachevée de l'espace urbain : l'exemple de Chartres pendant la Révolution française", *Pratiques religieuses dans l'Europe révolutionnaire*, Actes du colloque de Chantilly, 27-29 novembre 1986, CNRS, Brepols, 1988.
19. - M. Ozouf relève « (qu') Un nouvel aménagement de l'espace urbain paraît ainsi présider à un nouvel aménagement politique » dans, *La fête révolutionnaire*, Paris, Gallimard, Folio-Histoire, 1988, pp. 205-206.
20. - Adam, série L, n° 19.
21. - J. Combet, *La révolution à Nice (1792-1800)*, Serre, 1988.
22. - A. C. Smith mettait en évidence à propos de "l'hinterland", zone sous l'influence directe d'une ville, une hiérarchie des lieux de vie, et des rapports de domination d'un espace à l'autre, dans, A. C. Smith, "Regional Economic Systems : Linking Geographic Models and Socioeconomic Problems", *Regional Analysis*, vol I, Economic Systems, New-York, Academic Press, 1976, pp. 6-18.
23. - Les sections se nomment de Montalban, du Paillon, des Arènes de Cimiès, du Temple, de la Clue, des Baumettes, de la Montagne, de Bacchus, de la Mer, de la Lanterne, des Grenouilles et du Var.
24. - En ce sens l'avertissement de Guignet « Faire l'histoire du pouvoir urbain, c'est aussi comprendre, assumer les préjugés, les visions du monde, les engagements existentiels auxquels la tradition incline ceux qui s'y réfèrent », dans P. Guignet, *Le pouvoir dans la ville au XVIIIe : pratiques politiques, notabilité et éthique sociale de part et d'autre de la frontière franco-belge*, Editions de l'EHESS, Paris, 1990.
25. - C'est illustrer la pensée de M. Halbwachs qui souligne : « Il est difficile de décrire les formations collectives en écartant toute image spatiale », dans, M. Halbwachs, *La mémoire collective*, Paris, Albin Michel, 1999, p 204.
26. - De la même façon aussi, la tâche éducative alors dévolue aux Sociétés Populaires remplit une fonction de conversion d'un état de l'opinion publique à un autre, permettant de "refaire une tête au peuple", dans B. Baczko, *Une éducation pour la démocratie. Textes et projets de l'époque révolutionnaire*, Paris, Garnier, 1982.
27. - Sur la personne du notable dans, *Bourgeoisie et notables en Méditerranée (XVIIIe-XXe)*, *Cahiers de la Méditerranée*, n° 46-47, juin-décembre 1993. Sur les rapports de pouvoir entre centre et périphéries dans, J. P. Jessenne "Définir le pouvoir : problèmes et enjeux", *Entre pouvoirs locaux et pouvoirs centraux : figures d'intermédiaires*, *Bulletin de la Société d'Histoire Moderne et Contemporaine*, n° 3-4, 1998.
28. - Selon les termes de Saint-Just projetant de « faire des hommes ce qu'on veut qu'ils soient », la Révolution ambitionne de façonner un homme nouveau.
29. - ADAM, série L, n° 145.
30. - D'ailleurs dans un camp comme dans l'autre tout est alors affaire de mots. Ainsi ce que Nice identifie comme un péril piémontais qui la menace à partir de 1793, n'est qu'une incidence de l'affaiblissement de Kellerman du fait du détachement d'une partie de ses corps engagés dans la lutte contre les fédéralistes, dont le discours se radicalise.

Pour l'étude de ce discours dans, J. Guilhaumou, "Fédéralisme jacobin et fédéralisme sectionnaire à Marseille en 1793", *Provence Historique*, n° 148, avril-juin 1987, pp. 193-203.

31. - Nombreux sont les travaux récents qui appréhendent le langage comme un lieu de la production sociale et politique. Parmi eux, en particulier H. Merlin, "Langue et souveraineté en France au XVIII^e siècle. La production autonome d'un corps de langage", *Annales HSS*, mars-avril 1994, n° 2, pp. 369-394, ou J. Chaurand, *Nouvelle histoire de la langue française*, Paris, Seuil, 1999.

32. - Le travail fondateur de J. Habermas fait de l'espace public l'enjeu majeur du politique au XVIII^e siècle, dans, *L'espace public. Archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*, Paris, Payot, Critique de la politique, 1978.

33. - Dans M. Ozouf, *L'homme régénéré. Essai sur la Révolution française*, Gallimard, Bibliothèque des Histoires, Paris, 1989, p. 144.

34. - Pour M. Ozouf, la nouvelle dénomination des places et rues manifeste le volontarisme spatial des révolutionnaires. « Toute une géographie consciente, transparente et lisible de bout en bout doit venir se substituer à une géographie inconsciente », *La fête révolutionnaire*, Paris, Gallimard, Folio-Histoire, 1988, pp. 206.

35. - Archives Municipales de Nice, *Les délibérations de la Société Populaire de Nice (1792-1795)*, Serre, Nice 1994.

36. - J. Combet, *La révolution à Nice (1792-1800)*, Serre, 1988.

37. - Une partie de la rue Païrolière prendra néanmoins le nom de rue du 10 Août.

38. - H. Arendt, *La condition de l'homme moderne*, Paris, Presse Pocket, 1988.

39. - Délibérations de la Société Populaire de Nice, séance du 8 février 1793.

40. - Demougeot distingue lui deux tendances au travers du choix des noms de rues, l'une présentant la révolution agressive, l'autre les bienfaits promis à l'humanité dans, A. Demougeot, *Histoire de la Révolution française à Nice*, manuscrit en 3 tomes, 1957, Archives Départementales des Alpes-Maritimes, III 2168/1.

41. - La place constitue un de ces monuments majeurs, apparaissant comme une chapelle à ciel ouvert du culte monarchique, dans, J. L. Harouel, *L'embellissement des villes, l'urbanisme français au XVIII^e siècle*, Paris, 1993.

42. - Bibliothèque de Cessole, fonds des manuscrits, n° 265, Lettres de la première occupation française, liasse Bonifacy.

43. - J. B. Toselli, *Précis historique de Nice depuis sa fondation jusqu'en 1860*, 1867.

44. - Sur ce thème se rapporter aux actes du colloque Pouvoir local et Révolution, dans R. Dupuy, *Pouvoir local et Révolution. La frontière intérieure*, Presses Universitaires de Rennes, 1995.

45. - En particulier en ce qui concerne les fêtes révolutionnaires. Ainsi M. Ozouf relève que « Les hommes de la Révolution puisent leur passion de l'espace ouvert dans le modèle négatif de la fête aristocratique, qui enfermait, divisait, isolait... L'espace ouvert permet la seule mise en scène de ce que la Fédération souhaite réussir : la dramatique de l'unité nationale. Au grand air, dans un espace non cloisonné, toutes les distinctions paraissent devoir s'abolir. », dans, *La fête révolutionnaire*, Paris, Gallimard, Folio-Histoire, 1988, pp. 208-209.

46. - A ce propos Pascal Moliner souligne : « Il faut imaginer que, dans un groupe social donné, la représentation d'un objet correspond à un ensemble d'informations, d'opinions et de croyances relatives à cet objet », dans P. Moliner, *Images et représentations sociales*, Presses Universitaires de Grenoble, 1996, p. 13.

47. - De ce point de vue l'étude du discours révolutionnaire nous semble illustrer le propos de M. Foucault selon lequel « En tout cas, une chose au moins doit être soulignée : l'analyse du discours... ne dévoile pas l'universalité d'un sens, elle met au jour le jeu de la rareté imposée, avec un pouvoir fondamental d'affirmation. Rareté et affirmation, rareté, finalement, de l'affirmation et non point générosité continue de sens, et non point monarchie du signifiant » dans, *L'ordre du discours*, Paris, Gallimard, 1971, p. 72.
48. - M. Peronnet, Le regroupement des départements après 1790, dans *L'espace et le temps reconstruits, la Révolution française, une révolution des mentalités et des cultures ?*, Centre Méridional d'Histoire, Publication de l'Université de Provence, Aix, 1990; pp. 13-22.
49. - Du reste, dans les Alpes-Maritimes, ce problème est prégnant dès l'arrivée des troupes françaises, dans, H. Courrière, *Administration, intégration, résistances. Un sous-préfet dans l'arrondissement de Puget-Théniers sous le consulat et l'Empire*, Mémoire de Maîtrise, Nice, 1998, 204 pages.
50. - C. Beaune relève "... la langue française devient aussi peu à peu une langue sacrée parée de qualités multiples. Cette mystique de la langue amène à affirmer que le français est parlé partout dans le royaume, et que langue et nation coïncident", dans, *Naissance de la nation France*, Gallimard, 1985, chap X, "Langue et culture" p. 394.
51. - F. Braudel, *L'identité de la France*, Paris, Arthaud, 1986.
52. - B. Marschall "Récits du passé et identité nationale : la Télésérie "Les filles de Caleb"" , dans, B. Jewsiewicki et J. Letourneau, *L'histoire en partage. usages et mises en discours du Passé*, pp. 45-69.
53. - L'utilisation par les autorités du théâtre à ciel ouvert que constitue la Place de la République pour les cérémonies révolutionnaires, anciennement Victor, institue un lieu festif en rupture, par rapport à l'espace traditionnel, centré sur la cathédrale et ses relais paroissiaux.
54. - Sur les mutations de la culture politique de cette période dans, K. M. Baker, *The French Revolution and the creation of Modern Political Culture*, 3 volumes, Colloques Internationaux de Chicago (1986), Oxford (1987) et Paris (1988), Pergamon, 1994.
55. - La Nation, cette communauté politique à laquelle désormais il appartient.

RÉSUMÉS

Nice durant la période révolutionnaire renvoie au problème de la dimension temporelle de l'identité spatiale. Les dénominations de cet espace - toponymiques, politiques, administratives - participent à la construction d'une forme nouvelle de perception et de représentation symbolique de l'urbain. À travers elles s'exprime la possibilité de traduire une conscience d'appartenance à un projet politique singulier et novateur, et au final de refonder les identités politiques.

The example of Nice, during the period of the French Revolution sends us back to the issue of the importance of time in spatial identity. The toponymic, political and administrative divisions, which represent as many designations of this space, contribute to the construction of a new form

of perception and of symbolical representation of the city. Through these various representations appears the possibility of expressing the awareness of belonging to a particular and innovative political project, and eventually, of redefining the political identities.

INDEX

Mots-clés : identité nationale, Révolution, identité urbaine, identité politique, toponyme et discours révolutionnaire

AUTEUR

JEAN-BAPTISTE PISANO

C.M.M.C - Université de Nice